



Limousin Palestine

Groupe local de l'Association France Palestine Solidarité (AFPS)
Bulletin de liaison n° 42 juillet-août 2012

C'est en septembre prochain à N.Y. qu'aura lieu la prochaine Assemblée Générale des Nations-Unies. L'Union africaine soutient la demande exprimée par les Palestiniens d'un statut à l'ONU, statut d'observateur au minimum. Le secrétaire général de la Ligue Arabe a exhorté la Communauté internationale à faire pression sur l'Etat d'Israël pour qu'il mette un terme à la construction du mur et à la colonisation et qu'il libère les 11000 prisonniers palestiniens. Dans le même temps, le président de la Commission européenne E. Barroso appelle à la relance des négociations pour la paix et la nécessité d'une solution à deux Etats tout en se félicitant « en grande pompe » de la coopération politique, économique et du succès de la coopération en sciences et en recherches U.E. - Israël. Est-il nécessaire de rappeler que les négociations sont au point mort suite au refus du gouvernement israélien de mettre un terme à la colonisation des territoires palestiniens notamment à Jérusalem-Est ?

Des nouvelles de Qarawat : Tout va bien, la température est de 48 °, il reste encore de l'eau dans les citernes mais elle est très utilisée. Les camps d'été pour les jeunes ont débuté.

Samer Hajiji, étudiant en thèse à l'Université de Limoges et habitant à Qarawat poursuit ses travaux avec succès, il va participer à un séminaire Computational and Statistical Physics à Grenade en Espagne en septembre prochain.

Au sommaire de ce bulletin :

La deuxième partie de la conférence de Dominique Vidal « ONU : Les enjeux d'une bataille », qui a eu lieu à Limoges le 19 novembre 2011 en p2,3,4, et la chronique littéraire d' Alain Dahlem, de la lecture pour les vacances p5 et plus.

Un bel été à toutes et tous !

Isabelle Jauberteau



Campagne de parrainage de prisonniers politiques palestiniens:

Informations et formulaire d'inscription sur le site de l'AFPS :

<http://www.france-palestine.org/Parrainer-un-eprisonnier-e>

En bref :

L'assemblée générale de l'association aura lieu en octobre ou novembre prochain.

Les rassemblements des Femmes en noir reprendront en septembre.

La fête de la châtaigne à Saint Priest sous Aix où l'association tient le stand de jumelage culturel « Al Diwan », « Vivre à Saint Priest sous Aix » et « Limousin-Palestine » avec des produits palestiniens aura lieu au début du mois de novembre. Plus de précisions en septembre.

Vie de l'association depuis le mois de mars 2012

20.03 AG MDH
30, 31.03 et 1.04 Lire à Limoges
31.03 soirée Palestine
4.04 Meeting Front de Gauche
21.04 RV Femmes en noir
03.05 CA MDH
19.05 RV Femmes en noir
01.06 Interpellation des candidats aux élections législatives
16.06 RV Femmes en noir
23,24.06 CN de l'AFPS
CA MDH

Le trio Haneen (guitare, clarinette et tablas) plus un (violin). Ils ont animé la soirée Palestine samedi 31 mars à Limoges organisée en partenariat avec Artisans du Monde.
Photo : Colette Maynard.

ONU : Les enjeux d'une bataille (deuxième partie), Limoges 19 11 2011 Conférence de Dominique Vidal

Comme tremblement de terre [les révoltes arabes], la réplique en Israël :

- C'est un mouvement sans précédent (manifs + sondages)
 - + 400 000 manifestants , ce qui équivaut à 4 millions chez nous.
 - + 80 % de soutien de l'opinion selon les sondages.
- A ceux qui disent que c'est un mouvement de petits-bourgeois qui ne s'intéressent pas à la Palestine. C'est une double erreur.
- + si le mouvement a démarré sur le prix du fromage et la pénurie des logements, il s'est vite transformé en révolte contre la politique néo-libérale de Benyamin Netanyaou au point que le mouvement refuse les réformes de la commission Trajtenberg
- + il est vrai qu'il n'y a pas de banderoles/Palestine (comme dans les Intifadas arabes), mais lorsque Benyamin Netanyaou a proposé de loger les sans-logis dans les colonies, le refus était unanime.
- + et que dire des manifestations qui ont eu lieu à Haïfa, jusqu'à 30 000 Juifs et Arabes ont défilé côte à côte.
- Ce qui limite le mouvement ailleurs est l'absence d'alternative. La Gauche sioniste travaillistes + Meretz sont discrédités, les partis dits arabes ont du mal à mordre sur l'opinion juive (même si le député communiste Dov Hanin a récolté près de 35 % des voix aux élections municipales à Tel-Aviv en 2008). Ce mouvement saura-t-il forger un débouché politique. Il reste que déjà :

Netanyahou est pris en sandwich:

- Il est isolé comme jamais à l'intérieur par le mouvement.
- Et comme jamais à l'extérieur:
- Cet isolement a atteint son niveau historique : le plus vieil allié d'Israël dans la région, la Turquie (accord 1959) expulse l'ambassadeur, son homologue au Caire est exfiltré d'urgence, l'ambassade est quasi fermée en Jordanie
- Le vote à l'Assemblée Générale de l'ONU permettra de mesurer la solitude de Benyamin Netanyaou : seule une poignée de gouvernements le défendent encore.
- Et l'opinion mondiale est très sévère, même en Occident : le dernier sondage planétaire BBC place Israël en peloton de queue des pays ayant la plus mauvaise image avec la Corée du Nord, l'Iran et le Pakistan (1)

(1) <http://israelpalestine.blog.lemonde.fr/2011/03/08/israel-une-image-toujours-aussi-negative/>

Ce qui bloque encore:

- Obama a non seulement menacé de « vetoiser » l'admission de l'Etat Palestine aux Nations-Unies, dont il avait annoncé l'adhésion il y a un an dans son discours à l'Assemblée Générale, mais il renonce à tout ce pourquoi il s'est battu pendant près de trois ans, de l'arrêt de la colonisation au retour aux frontières de 1967. Il tourne le dos à son discours du Caire pour défendre ses intérêts électoraux souffle-t-on (mais ce n'est pas sûr)
- Quant à Sarkozy; après avoir claironné tout l'été qu'en l'absence de négociations bilatérales « *la France prendra ses responsabilités* », il raille Obama mais propose aux Palestiniens non un siège, mais un strapontin, à condition qu'ils renoncent par avance à saisir la Cour Internationale de Justice ou la Cour Pénale Internationale, proposition aussitôt balayée par Israël... Et finalement il vote oui à l'Unesco mais il s'abstient au Conseil de Sécurité !
- En l'absence de dynamique française, l'Union Européenne est divisée car à l'Allemagne, l'Italie et les Pays-Bas traditionnellement sensibles aux pressions israéliennes s'ajoutent la plupart des nouveaux Etats membres de l'Europe de l'Est qui prennent simplement le contrepied des régimes communistes pro-arabes.
- Et pourtant si écrasante que soit la majorité de l'opinion publique internationale qui espère que la reconnaissance de la Palestine relancera les espoirs de paix - y compris en Palestine, bien sûr, mais aussi en Israël, où 70 % des sondés sont pour l'application des résolutions internationales et acceptent les décisions onusiennes. Et la majorité des Etats favorables dépasse d'ores et déjà les deux tiers soit 128...

3) UNE DERNIÈRE CHANCE

De nombreux observateurs ont comparé le discours de Mahmoud Abbas devant l'Assemblée Générale de l'ONU, le 13 septembre 2011 à celui de Yasser Arafat devant la même instance le 13 novembre 1974. La comparaison n'a pas de raison d'être car le premier demandait la reconnaissance de l'Etat de Palestine sur 22 % de la Palestine historique aux côtés de l'Etat Israël alors que le second « rêvait » d'un Etat sur 100 % du mandat britannique et « offrait » aux Juifs d'y « *vivre ensemble dans le cadre d'une paix juste* »

Ce raccourci saisissant souligne le long chemin parcouru par l'OLP de sa création en 1964 à nos jours:

La première Charte de l'OLP affirme que « *le peuple arabe de Palestine a le droit légitime à sa patrie* », sachant que « *Les juifs d'origine palestinienne sont considérés comme des Palestiniens pourvu qu'ils veuillent vivre pacifiquement et loyalement en Palestine* (2) »

(2) www.france-palestine.org/article1794.html

- Dès 1969, le Fatah, qui dirige l'OLP depuis un an avec l'organisations *fedayin*, précise qu'il « *ne lutte pas contre les Juifs, en tant que communauté ethnique et religieuse, mais contre l'Etat d'Israël considéré comme l'expression d'une colonisation fondée sur un système théocratique, raciste et expansionniste* » et définit « *l'objectif final* » comme « *la restauration de l'Etat palestinien indépendant et démocratique dont tous les citoyens, quelle que soit leur religion, jouiront de droits égaux* (3) »

(3) www.france-palestine.org/article1796.html

- Le moyen d'y parvenir, pour Yasser Arafat est la lutte armée, choix confirmé à la fois par la victoire de la révolution algérienne de 1962 et la défaite des régimes arabes de 1967. Mais la base arrière jordanienne disparaît en 1970 : le roi Hussein, qui craint pour son trône, massacre les Palestiniens et chasse l'OLP lors du « Septembre noir ». La résistance palestinienne se lance un temps dans le terrorisme, qui connaîtra une apogée tragique lors des Jeux Olympiques de Munich en 1972.

- Devant l'impasse, le mouvement entame un tournant politico-diplomatique en 1974 lorsqu'en novembre Arafat s'adresse à l'ONU, le Comité National Palestinien a déjà envisagé, cinq mois plus tôt, l'établissement de l'« *autorité indépendante, nationale et combattante sur toute partie libérée du territoire palestinien* (4) »

(4) www.france-palestine.org/article1797.html

- l'OLP ira jusqu'au bout de ce chemin, le 15 novembre 1988, en pleine « *Intifada des pierres* », en proclamant l'indépendance de l'Etat de Palestine, en reconnaissant l'existence de l'Etat d'Israël et en renonçant au terrorisme (5)

(5) www.france-palestine.org/article1637.html

- La reconnaissance devient formelle lors des accords d'Oslo, en septembre 1993, avec l'échange de lettres entre Yasser Arafat et Itzhak Rabin (6). Après l'assassinat de ce dernier, le « processus paix » (Kissinger) déraillera pour exploser durant l'été 2000 au sommet de Camp David.

(6) Cf. Alain Gresh, Dominique Vidal et Emmanuelle Pauly, *Les 100 Portes du Proche-Orient*, Fayard, Paris, 2011.

Mais quel est le bilan de cette stratégie politico-diplomatique ?

- Non seulement trente-sept années n'ont pas permis d'obtenir l'Etat palestinien, mais la colonisation des Territoires Occupés a été multipliée par plus de 100 !

- La Bande de Gaza reste une prison à ciel ouvert et sous blocus israélien. Quant à la Cisjordanie, elle ressemble – entre mur, colonies, routes de contournement et *checkpoints* – à un « archipel » symbolisé désormais par la célèbre carte (7). Bref, le choix de la négociation sans mobilisation se solde par un échec cinglant.

(7) *L'Atlas du Monde diplomatique, Un monde à l'envers*, Paris, mars 2009.

- Les tenants de la lutte armée n'ont pas mieux réussi : le Hamas, cinq ans après sa victoire électorale remportée grâce à l'échec historique de l'OLP est en plein recul à Gaza, où la population lui reproche le sacrifice inutile de 1 400 habitants massacrés par Israël au cours de l'hiver 2008-2009 ainsi que la dégénérescence autoritaire de son pouvoir.

Si la bataille à l'ONU devait ne pas aboutir ou si elle ne se traduisait pas par une percée vers la paix:

- Ni ligne diplomatique ni lutte armée n'ont abouti à un Etat palestinien.

- Un nouvel échec pourrait déboucher sur une Troisième Intifada avec maturation et une nouvelle stratégie ?

- La question qui a longtemps été théorique « Un Etat deux Etats ? » pourrait devenir politique...

Avantages et inconvénients

- 3 atouts majeurs en faveur d'un Etat binational

+ Il s'agit d'abord d'un véritable idéal, beaucoup plus conforme aux valeurs que nous défendons tous. Qui accepterait un monde composé d'Etats ethniques ou ethnico-religieux ? Et a fortiori les « nettoyages » ethniques qui en découlent ?

+ Cet idéal possède en outre des racines profondes de part et d'autres. Avant d'opter pour deux Etats, l'OLP – j'y reviendrai – a plaidé en faveur d'une Palestine laïque et démocratique. Dans le *Yichouv* avant guerre, l'idée binationaliste animait non seulement des intellectuels comme Martin Buber et Judah Magnès, mais aussi des partis qui lors des élections internes en 1944, obtinrent 44 % des voix, avant d'être balayés par la poussée nationaliste indissociable de la guerre de 1948 (8)

(8) Cf *Palestine 47 : un partage avorté*, Éditions André Versaille, Bruxelles, 2008.

+ Enfin l'évolution sur le terrain a de plus en plus imbriqué les deux peuples, avec d'un côté 500 000 colons juifs en Cisjordanie et Jérusalem-Est, et de l'autre 1 500 000 Palestiniens citoyens d'Israël, héritiers des 150 000 qui échappèrent à l'expulsion de 1948-1949. L'acceptation éventuelle de l'idée d'un Etat palestinien et d'un Etat juif risque de servir d'argument à la campagne menée par Avigdor Libermann contre la citoyenneté de ces derniers.

- Mais il existe 4 obstacles majeurs à l'Etat binational :

+ Et d'abord c'est la question de la volonté des deux peuples. Car on imagine mal imposer un Etat unique démocratique à deux peuples qui n'en veulent ni l'un ni l'autre : c'est le cas d'une majorité écrasante chez les Israéliens, mais aussi d'une nette majorité de Palestiniens (moins large qu'autrefois, il faut le dire), qui, après tout ne rêvent pas de vivre avec des Juifs israéliens qui sont symbolisés par les soldats et les colons. L'étape bi-étatique paraît être au moins la transition nécessaire pour que les uns et les autres acceptent de vivre ensemble.

+ Le deuxième obstacle relève de la lucidité politique : depuis que l'OLP s'est prononcée en faveur de deux Etats (processus entamé, je le rappelle, en 1977, avec le projet de la création de l'Etat palestinien sur « toute partie du territoire libéré »), Israël n'a fait aucune concession. Comment le mouvement national palestinien, surtout divisé, pourrait-il obtenir d'Israël un Etat unique, que les Israéliens perçoivent comme la destruction de leur État. La création d'un État palestinien aux côtés d'Israël apparaît au contraire pour beaucoup comme un moyen de préserver à long terme l'existence d'Israël.

+ Dans ces conditions et c'est le troisième obstacle, l'Etat unique ne risque-t-il pas de se résumer à la réalité actuelle du « Grand Israël », à savoir un Etat apartheid ? Avec de nombreuses questions sans réponse :

- *quid* du statut de deux peuples, dont aujourd'hui un jouit de tous les droits, y compris les droits politiques, et l'autre n'en a aucun ?

- *quid* du statut des colonies ? Faudra-t-il, au nom de l'« équilibre » avec les Palestiniens d'Israël, en accepter le maintien ?
 - *quid* des garanties données à chaque peuple, chaque religion quant à la préservation de ses intérêts à court et à long terme au sein d'un Etat unique ? La bataille pour l'égalité des droits risque d'être longue et ardue, d'autant qu'il pourrait perdre en visibilité sur la scène internationale. Ce qui m'amène au quatrième et dernier problème :

+ Si la ligne politico-diplomatique de l'OLP n'a pas débouché sur la création d'un Etat palestinien, néanmoins elle a réussi à en faire admettre la nécessité au monde. Désormais, la perspective de 2 Etats est inscrite dans le droit international et les résolutions de l'ONU, y compris au Conseil de Sécurité ce qui fonde un très large consensus au niveau des gouvernements et des opinions publiques. Cet acquis constitue un point d'appui considérable pour les Palestiniens: ne risque-t-il pas d'être perdu en cas de changement ? Je ne voudrais pas abuser de mon âge, mais je voudrais évoquer pour les plus jeunes la situation d'il y a quarante ans, quand la légitimité de la cause palestinienne n'était reconnue par aucun gouvernement, aucune organisation internationale et très peu de partis et d'associations. Même la résolution 242 ne mentionnait que le problème des réfugiés, mais pas les droits nationaux du peuple palestinien...

- Qu'en conclure ? Tant que subsistera une chance, même petite, d'enclencher une dynamique de paix menant à l'établissement d'un Etat palestinien, il faut maintenir cet objectif, en s'appuyant sur le consensus international. Mais dire clairement que nous sommes au dernier quart d'heure. Si rien ne bouge, si le blocage israélien persiste, si l'impuissance de la communauté internationale demeure, il faut comprendre que la colère des Palestiniens débouche progressivement sur une nouvelle stratégie.

- Le président israélien Shimon Pérès a déclaré récemment : « *Quiconque accepte le principe de base des lignes de 1967 bénéficiera du soutien international. Quiconque les rejette perdra le monde* ». Et de redouter qu'« *Israël devienne un Etat binational. (...) Nous galopons à toute vitesse vers une situation où Israël cessera d'exister comme Etat juif* (9) ».

(9) *Haaretz*, Tel-Aviv, 17 juin 2011.

Conclusion :

Nous ne sommes pas ici pour prédire l'avenir, mais analyser les facteurs. Et agir : l'intervention des opinions pèsera lourd dans la bataille engagée le 23 septembre et celles qui suivront.

Il ne faut jamais oublier que les batailles sont inséparables des bouleversements au Proche-Orient, et eux même sont inséparables de la bascule qui est en cours à l'échelle mondiale et que nul n'avait prévue.

C'est une leçon de modestie pour les historiens, les journalistes et... politiques. Il faut faire *reset* pour mettre à jour les grilles de lectures rendues obsolètes par l'accélération de l'histoire.

Merci de votre attention !

Dominique Vidal est journaliste au Monde Diplomatique, il a réalisé récemment l'ouvrage collectif « *Palestine/Israël : Un Etat deux Etats ?* », ed. Actes-Sud, 2011

La première partie de cette conférence se trouve dans le bulletin de liaison de l'association n°41.



Christiane Hessel
 présentant son livre « Gaza
 j'écris ton nom » à Lire à
 Limoges.
 Photo: Sylvie Voisin.

BULLETTIN D'ADHESION

Nom : Prénom :

Adresse :

Téléphone : E-mail :

Date : Signature :

- Cotisation étudiants, chômeurs.....10 euros
- Cotisation faibles revenus.....25 euros
- Cotisation de base.....40 euros
- Cotisation de soutien.....55 euros
- Cotisation plus.....70 euros et plus

À envoyer à..... Limousin Palestine Maison des Droits de l'Homme 37, rue F. Mistral 87100 Limoges
 (déduction fiscale)